

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11 rue Hélène Boucher – Bâtiment B – BP 30337
22193 PLÉRIN Cedex

Plérin, le 13 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SARL IEL EXPLOITATION 20

Les Landes
22640 PLESTAN

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2022 dans l'établissement SARL IEL EXPLOITATION 20 implanté Les Landes 22640 PLESTAN. L'inspection a été annoncée le 02/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL IEL EXPLOITATION 20
- Les Landes 22640 PLESTAN
- Code AIOT dans GUN : 0005520900
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Parc éolien sur la commune de Plestan équipé de 3 éoliennes de type VESTAS V110/2,2 MW avec serrations d'une hauteur de mât de 110m.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle documentaire réalisé par sondage sur les documents présentés par l'exploitant pendant le contrôle concernant les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement
- Visite de l'ensemble des installations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Autres mesures ERC – Services aéronautiques	Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article II-5	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Exploitation - Formation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
Exploitation - Contrôle des brides	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.	/	Sans objet
Exploitation – Manuel d’entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Caractéristiques techniques	Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article s/o	/	Sans objet
Caractéristiques organisationnelles	Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article s/o	/	Sans objet
Déclaration de démarrage des travaux	Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article I-5	/	Sans objet
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article II-2	/	Sans objet
Protection de l'avifaune	Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article II-3-I	/	Sans objet
Protection des chiroptères	Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article II-3-II	/	Sans objet
Exploitation – Accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
Exploitation – Identification / Affichage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
Exploitation – Mises à l'arrêt	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
Exploitation - Contrôle des pâles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.	/	Sans objet
Exploitation - Equipements de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.	/	Sans objet
Exploitation - Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > IV.	/	Sans objet
Risques – Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	/	Sans objet
Autres mesures ERC – Acoustique	Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article II-5	/	Sans objet
Autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article II-6	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Défrichement – Mesures conservatoires	Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article IV-2	/	Sans objet
Défrichement – Mesures compensatoires	Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article IV-3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au terme de notre visite et du constat développé ci-dessus, l'inspection a mis en évidence la nécessité pour l'exploitant :

- de déposer les données brutes de son suivi environnemental sur la plateforme dédiée,
- de fournir le rapport du géomètre expert comprenant les données altimétriques et les coordonnées géométriques,
- de fournir les documents justifiant la formation de l'ensemble du personnel sur les risques accidentels visés à la section 5 de l'arrêté ministériel modifié du 26/08/2011,
- d'engager son personnel à procéder à des exercices d'entraînement sur site portant sur la maîtrise des risques accidentels et de consigner dans un registre ces exercices et les éventuels incidents / accidents conformément à l'article 15 de l'arrêté ministériel modifié du 26/08/2011,
- de consigner, dans un registre de maintenance, les éléments prévus aux articles 18 et 19 de l'arrêté ministériel modifié du 26/08/2011,
- d'apporter la preuve que les brides sont bien contrôlées et à une fréquence n'excédant pas trois ans.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Caractéristiques techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article s/o
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques
Prescription contrôlée : Puissance Modèle
Constats : 1 – Parc éolien Puissance totale : 10,8 MW Nombre d'éoliennes du parc : 3 2 - Éoliennes : Modèle des éoliennes : VESTAS V110 2,2 MW avec serrations Hauteur du mât (nacelle comprise) : 110m Diamètre du rotor : 110m AP : 28/02/2019 Mise en service : 01/07/2021
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Caractéristiques organisationnelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article s/o
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques
Prescription contrôlée : Parc : 55-17574 Parc éolien de Trémeheuc – Société Eoliene de Trémeheuc Constructeur : VESTAS Exploitant : Société Eoliene de Trémeheuc - VSB Date de mise en service : 4 mars 2008 Prestataire en charge de la maintenance : Date du début de contrat :
Constats : La maintenance est réalisée par VESTAS depuis la mise en fonctionnement du parc le 01/07/2021
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration de démarrage des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article I-5
Thème(s) : Risques chroniques, Démarrage des travaux
Prescription contrôlée : La société SARL IEL EXPLOITATION 20 informera le Préfet des Côtes d'Armor, l'Inspection des Installations Classées, la DGAC et les services de la Défense du démarrage des travaux au moins un mois à l'avance. Les dates de début et de fin de travaux, l'altitude au pied et au sommet de chaque aérogénérateur ainsi que la position géographique exacte devront être communiquées à chaque service. L'exploitant ne peut procéder au démarrage des travaux de construction du parc qu'après la signature de l'acte de vente notarié de l'habitation située au lieu dit «Les Landes ». Le justificatif sera transmis à l'Inspection des Installations Classées avant le démarrage des travaux. Par ailleurs, l'exploitant ne peut procéder à l'érection des éoliennes qu'après le changement de destination de l'habitation ou en dernier recours la destruction du bâtiment. Le justificatif sera transmis à l'Inspection des Installations Classées avant l'érection des éoliennes.
Constats : La déclaration a été faite par courrier le 30/07/2020 pour un démarrage des travaux le 01/09/2020. L'attestation d'acte de vente de la maison date du 16 mars 2020. Des photos ont été fournies prouvant la destruction de la maison.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article II-2
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant constitue des garanties financières avant la mise en service du parc éolien et les transmet à la Préfecture. Il réactualise tous les cinq ans le montant des garanties financières, par application de la formule mentionnée ci-dessus.
Constats : Les garanties financières (168 193,08€) ont été constituées le 18/05/2021 auprès de la société ATRADIUS pour une durée de 5 ans soit du 01/07/2021 au 30/06/2026.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection de l'avifaune

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article II-3-I
Thème(s) : Risques chroniques, Protection de l'avifaune
Prescription contrôlée : Dans le cadre du suivi environnemental, l'exploitant met en place : - un suivi d'activité de l'avifaune dès la phase de travaux puis sur les trois premières années consécutives de fonctionnement du parc, puis une fois tous les dix ans ; - un suivi ornithologique de mortalité, réalisé sur des cycles biologiques complets, dès la première année de mise en service du parc éolien, puis pendant les trois premières années de fonctionnement, puis une fois tous les dix ans. Le protocole de suivi mis en place par l'exploitant est, à minima, conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des Installations Classées. Si des impacts significatifs étaient constatés lors de ces suivis, des actions supplémentaires devront être mises en place après information de l'Inspection des Installations Classées. Si les suivis révèlent que les impacts des éoliennes relèvent d'une situation justifiant l'octroi d'une dérogation à la protection stricte des espèces, l'exploitant devra constituer une telle demande.
Constats : Un suivi d'activité de l'avifaune dès la phase de travaux a été réalisé du 7 avril 2020 au 23 février 2021. Il conclut que "Les résultats de l'étude de suivi d'activité réalisée en 2020 indiquent une faible activité ornithologique globale, sur l'ensemble de l'année. L'implantation d'éoliennes sur la zone ne semble donc pas présenter de risques particuliers en l'état des connaissances". Toutefois, il est aussi indiqué que : "Les espèces présentant un intérêt patrimonial et une sensibilité à l'éolien doivent être surveillés : Alouette des champs, Faucon crécerelle, Goéland argenté, Martinet noir et Milan noir". Le suivi environnemental post-installation (mortalité et activité) a débuté en mars 2022. Lors du suivi environnemental qui doit être réalisé dès la première année de mise en service du parc éolien, l'exploitant doit porter une attention particulière aux espèces d'oiseaux présentant un intérêt patrimonial tel qu'indiqué dans le suivi d'activité réalisé en phase de travaux.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article II-3-II
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des chiroptères
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place le protocole de bridage sur toutes les éoliennes dès leur mise en service lorsque l'ensemble des conditions sont réunies, à savoir sur la période du 1 ^{er} avril au 30 septembre, lors de pluviométrie nulle, lorsque les températures sont supérieures à 10°C, par vent inférieur à 6 m/s à hauteur de moyeu et au cours de la première heure avant et les quatre heures suivant le coucher du soleil. L'exploitant réalise le suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité et l'impact sur l'activité des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs dès la mise en service du parc éolien puis annuellement sur les trois premières années de fonctionnement, puis au bout de cinq puis une fois tous les dix ans. Le protocole de suivi mis en place par l'exploitant est, à minima, conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des Installations Classées. Si des impacts significatifs étaient constatés lors de ces suivis, des actions supplémentaires devront être mises en place après information de l'inspection des installations classées. Si les suivis révèlent que les impacts des éoliennes relèvent d'une situation justifiant l'octroi d'une dérogation à la protection stricte des espèces, l'exploitant devra constituer une telle demande. Constats : Le bridage tel que prescrit dans l'arrêté préfectoral a été mis en place. Des arrêts ont déjà eu lieu (exemple : le 19/06/22 de 22h14 à 3h14 pour l'éolienne E1). Le premier suivi environnemental a débuté en mars 2022. Les résultats du suivi environnemental devront être communiqués à l'inspection sous forme d'un rapport conclusif précisant notamment les modes de fonctionnement durant les suivis et proposant des mesures de réduction si un impact résiduel est mis en évidence. Les données brutes collectées lors de la réalisation des suivis doivent être versées dans « DEPOBIO » : https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/ et doit transmettre à l'inspection le certificat de dépôt de ces données brutes sur la plateforme. Par ailleurs, il est rappelé à l'exploitant qu'il est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 conformément à l'article R.512-69 du code de l'environnement. Les mortalités de chiroptères ou d'avifaune sont considérés comme des accidents / incidents.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autres mesures ERC – Services aéronautiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article II-5
Thème(s) : Risques chroniques, Autres mesures ERC – Services aéronautiques
Prescription contrôlée : Servitudes aéronautiques : lors de l'achèvement des travaux, avant toute mise en service industrielle et afin de vérifier la conformité des aérogénérateurs vis-à-vis des servitudes aéronautiques, un géomètre expert intervient sur le site et établit un rapport permettant de valider les coordonnées géographiques et l'altimétrie des trois aérogénérateurs. Ce rapport est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
Constats : L'exploitant a fourni les levés altimétriques pour chaque éolienne. Toutefois, sur ces documents ne figurent pas les coordonnées géographiques. L'exploitant doit fournir le rapport complet du géomètre expert comprenant notamment les coordonnées géographiques des éoliennes.
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation – Accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Seuls l'exploitant et le personnel de maintenance peuvent accéder à l'intérieur des éoliennes.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation – Identification / Affichage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Identification / Affichage
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : L'affichage réglementaire est mis en place.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation - Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Formation
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : L'exploitant a indiqué le nom des personnes en charge de la gestion des situations de crises. Des formations aux risques sont réalisées en interne chez IEL et VESTAS. Elle ne sont pas formalisées. Il n'y a pas eu d'exercice réel sur ce parc. L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents permettant de justifier que l'ensemble du personnel assurant le fonctionnement de l'installation a bien reçu une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 de l'arrêté susvisé, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Les exercices visent à s'assurer que les équipements de mise en sécurité fonctionnent et que les services de secours peuvent être mobilisés rapidement. Les exercices doivent donc être réalisés sur le site. L'exploitant doit engager son personnel à procéder à un exercice d'entraînement, sur ce site, portant sur la maîtrise des risques accidentels visés à la section 5 de l'arrêté du 26 août 2011 modifié. Cet exercice doit être consignés dans un registre avec le retour d'expérience et les mesures correctives. L'exploitant transmettra à l'inspection les documents permettant de justifier la réalisation d'un tel exercice.
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation – Mises à l'arrêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Mises à l'arrêt
Prescription contrôlée : Avant la mise en service industrielle d'un aérogénérateur, l'exploitant réalise des essais permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre l'aérogénérateur en sécurité. Ces essais comprennent : <ul style="list-style-type: none">- un arrêt ;- un arrêt d'urgence ;- un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Les rapports présentés en séance permettent le suivi des essais et de la fréquence de maintenance. Il n'y a pas de constat de défaut.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation - Contrôle des brides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des brides
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : Le protocole de contrôle des brides fourni par l'exploitant indique la fréquence des contrôles : <ul style="list-style-type: none">- Dès la mise en service, 100 % des brides- Après 3 mois : 100 %- Tous les ans 10%- Tous les 4 ans : 10%- Tous les 8 ans : 10%- Tous les 12 ans : 10%- Tous les 16 ans : 10%- Tous les 20 ans : 10%- Tous les 24 ans : 10%- Tous les 28 ans : 10% L'exploitant doit apporter la preuve à l'inspection que les brides sont bien contrôlées et à une fréquence n'excédant pas trois ans.
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation - Contrôle des pâles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des pâles
Prescription contrôlée : Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : Un contrôle des pâles est réalisé par jumelles depuis la nacelle par le maintenancier à chaque maintenance (tous les 6 mois). Un contrôle par drone est réalisé tous les ans (1er contrôle fourni par l'exploitant - Pas de défaut). Il n'y a pas de contrôle intérieur des pâles.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation - Equipements de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements de sécurité
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : L'exploitant dispose d'une liste des équipements de sécurité.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation - Registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > IV.
Thème(s) : Risques accidentels, Registre de maintenance
Prescription contrôlée : La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant dispose d'un registre de maintenance dans lequel est consignée la liste des SIS.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation – Manuel d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Manuel d'entretien, Registre de maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien et d'un registre de maintenance. Le registre de maintenance comprend les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature et les défaillances constatées. Cependant, les opérations préventives et curatives ainsi que leur suivi ne sont pas notés. L'exploitant devra compléter ce registre afin de noter les défaillances éventuelles constatées, les échéances pour y remédier ainsi que les opérations préventives et curatives engagées.
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Risques – Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
Constats : L'exploitant a établi des consignes de sécurité (Plan de prévention en date du 15/03/2022). Elles sont disponibles en pied d'éolienne.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autres mesures ERC – Acoustique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article II-5
Thème(s) : Risques chroniques, Acoustique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Acoustique : exploitant établit un plan de gestion acoustique permettant de s'assurer du respect des dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé (notamment pour la période nocturne, soit de 22 h à 7 h).</p> <p>Ainsi, une campagne de mesure acoustique doit être réalisée dans un délai de 6 mois après la mise en service du parc afin d'avaliser l'étude prévisionnelle et, si nécessaire, de procéder à toute modification de fonctionnement des éoliennes.</p> <p>L'exploitant doit être en mesure de justifier du respect de ce plan de gestion acoustique. À ce titre, il doit tenir à disposition de l'Inspection des Installations Classées, les enregistrements des conditions de fonctionnement du parc éolien pour chaque aérogénérateur (date et heure, vitesse mesurée au niveau de l'anémomètre de chaque aérogénérateur, état des aérogénérateurs).</p> <p>En cas de dépassement des valeurs limites d'émergence réglementées, le plan de gestion acoustique est révisé et l'exploitant doit mettre en place des mesures de réduction (bridages, arrêt temporaire) qui feront l'objet d'une nouvelle campagne de mesures dans un délai de deux mois.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un dispositif d'alerte et d'écoute afin que tout riverain gêné par le bruit des éoliennes puissent contacter rapidement l'exploitant, qu'il soit procédé à des mesures acoustiques et à une adaptation du plan de gestion acoustique de manière réactive.</p> <p>Dès le commencement des travaux, un interlocuteur de la société est désigné pour recevoir les requêtes de la population concernant les nuisances potentielles.</p>
<p>Constats : Des mesures ont été réalisées du 11 février au 7 mars 2022, en période diurne et nocturne.</p> <p>Aucun dépassement des seuils réglementaires n'a été constaté.</p> <p>Les prochaines mesures sont prévues en période estivale.</p>
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article II-6
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Afin de vérifier le respect des dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées susvisé, une mesure de la situation acoustique, niveaux sonores et émergences, ainsi que de la tonalité marquée doit être réalisée, en période de jour et de nuit, dans un délai d'un an maximum après la mise en service du parc par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'Inspection des Installations Classées. Ce contrôle doit être réalisé au minimum au niveau des huit points suivants : "La Prusse", "La Bruyère", "La Lande", "La Croix Balisson", "Le Bois de la Haie", "Quercy", "Le Bois Tramain" et "Quercy Sud". Les mesures sont effectuées selon les dispositions de la norme NFS 31-114 dans sa version en vigueur six mois après la publication du présent arrêté ou à défaut selon les dispositions de la norme NFS 31-114 dans sa version de juillet 2011. La campagne de mesures tient compte des éléments suivants : - mesures diurnes et nocturnes; - prise en compte des conditions météorologiques homogènes; - mesures en période hivernale (absence de feuilles afin de prendre en considération les niveaux résiduels a priori les plus faibles); - mesures en période estivale (début d'été, période où les feuilles contribuent à élever le niveau résiduel). Les résultats des mesures ainsi que les caractéristiques acoustiques sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
Constats : Des mesures ont été réalisées du 11 février au 7 mars 2022, en période diurne et nocturne. Aucun dépassement des seuils réglementaires n'a été constaté. Les prochaines mesures sont prévues en période estivale.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Défrichement – Mesures conservatoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article IV-2
Thème(s) : Risques chroniques, Défrichement – Mesures conservatoires
Prescription contrôlée : S'agissant de parties de parcelles cadastrales, les zones réellement défrichées feront l'objet d'un plan de bornage qui sera communiqué dès la fin des travaux à la direction départementale desterritoires et de la mer (DDTM- service Environnement). Les peuplements forestiers existants de part et d'autre des voies d'accès et des plates-formes ainsi constituées, classés en espaces boisés à conserver au PLU de la commune, seront strictement préservés (les opérations d'élagage sont autorisées).
Constats : L'exploitant indique avoir envoyé le plan de bornage à l'UD 22 le 24/12/2020.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Défrichement – Mesures compensatoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2019, article IV-3
Thème(s) : Risques chroniques, Défrichement – Mesures compensatoires
Prescription contrôlée : L'exploitant doit déposer à la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM -service environnement) un nouveau projet de compensation de coefficient 2, dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent arrêté. Le projet de boisement devra être validé par la DDTM avant réalisation. Il devra être réalisé selon les conditions techniques précisées dans le cahier des charges « Breizh Forêt Bois » (Version 2019-01) (soutien aux investissements forestiers de boisement et de transformation). La réalisation du boisement compensateur reste soumise aux autres polices administratives et notamment celle du Code de l'Environnement (évaluation environnementale cas par cas, évaluation incidence nature 2000...). L'exploitant s'engagera par écrit, pour lui-même et ses ayants droit, à effectuer à sa charge la plantation, les travaux et entretiens indispensables à la bonne fin de l'opération. Il fournira en même temps que le projet de boisement, une copie de la convention qui le lie au propriétaire desdites parcelles et qui définit les engagements de chacun. S'il le souhaite, l'exploitant peut s'acquitter de cette obligation de boisement compensateur par le paiement d'une indemnité d'un montant de 13 360 € destinée à alimenter le fonds stratégique de la forêt et du bois, basée sur l'arrêté préfectoral du 3 novembre 2017 pris pour l'application de l'article R 341-4 du Code Forestier établissant la liste et la nature des travaux de compensation que tout bénéficiaire d'une autorisation tacite de défrichement doit exécuter, ainsi que le montant de l'indemnité équivalente qu'il doit s'acquitter à défaut de réaliser ces travaux. (8 600 €/ha x 1.60 ha). À défaut de présentation du dossier dans le délai fixé au premier alinéa du présent article, l'indemnité due sera automatiquement mise en recouvrement par les services fiscaux.
Constats : L'exploitant a déposé, à la DDTM, en mars 2021, un nouveau projet de compensation ainsi qu'une convention de boisement compensateur. La DDTM a émis un avis favorable, en date du 28 mai 2021, sous réserve de la prise en compte de remarques et réflexions "ayant pour but de bien garantir et pérenniser l'avenir de ce peuplement compensatoire". L'exploitant doit transmettre à la DDTM les documents permettant de justifier de la prise en compte des remarques de la DDTM et de la mise en place des mesures compensatoires.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet